

Mercredi 15 Juin 2011

L'ÉCHO RÉGION

En bref Bactérie ECEH

Les fruits et légumes en danger

Dénonçant les accusations précipitées touchant l'ensemble de la filière fruits et légumes en Europe, le Collectif Sauvons les Fruits et Légumes considère qu'un discours responsable de la part des autorités sanitaires et politiques est plus que nécessaire pour rétablir la confiance des consommateurs. En ce sens, le mouvement citoyen, fondé en 2007 pour sortir les producteurs de l'impasse réglementaire dans laquelle ils se trouvent, rappelle trois «fondamentaux» pour restaurer la confiance publique à l'égard des fruits et légumes. Selon lui, il faut recentrer les priorités. En effet, la crise que traverse l'Allemagne démontre que, même si les professionnels du secteur des fruits et légumes ont des pratiques agricoles et hygiéniques responsables dans leur immense majorité, le risque bactérien concerne en revanche tous les acteurs de la filière : du producteur au consommateur en passant par le

grossiste, le transporteur et le distributeur. « *La maîtrise de ce risque doit être une préoccupation constante des producteurs bios et conventionnels. Les mêmes règles et exigences doivent s'appliquer à toutes les productions mises sur le marché en France et en Europe, et de toute origine géographique et à toutes les étapes de la filière* » estime Bernard Géry, porte-parole du Collectif.

Autre fondement, le respect des règles d'hygiène, préconisées par la FA. Le Collectif Sauvons les Fruits et Légumes demande qu'à l'occasion de cette crise et au-delà, les autorités sanitaires rappellent au grand public les règles simples d'hygiène alimentaire : lavage des mains, utilisation d'eau propre pour le lavage des fruits et légumes (permettant de se prémunir contre la plupart des risques microbiens), bonne cuisson, séparation de la nourriture crue de la

nourriture cuite dans les réfrigérateurs...

Enfin, « miser sur la qualité ne signifie pas systématiquement rogner sur les prix », poursuit le mouvement citoyen, attirant à ce propos l'attention des pouvoirs publics sur les pratiques des réseaux « low cost » de production de fruits et légumes. « Rogner sur les prix ne doit pas être synonyme de respect plus ou moins aléatoire des règles essentielles de sécurité sanitaire. Les autorités sanitaires ont un rôle à jouer pour que le grand public prenne conscience que la sécurité des aliments nécessite formation, vigilance et organisation de l'ensemble de la filière y compris le consommateur », conclut-il.